

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 13 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**HYDRACHIM**

ZI de La Hautière  
35590 L'hermitage

Code AIOT : 0005501427 / Référence : UD35/2026-28

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement HYDRACHIM implanté ZI de La Hautière 35590 L'Hermitage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYDRACHIM
- ZI de La Hautière 35590 L'Hermitage
- Code AIOT : 0005501427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'entreprise Hydrachim est spécialisée dans la formulation et la fabrication de produits d'hygiène à usage professionnel. Le site de L'Hermitage est dédié au stockage et conditionnement des produits avant expédition au client final.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                              | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------|--|--|-----------------------|
| 2  | Maitrise des procédés d'exploitation | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I,3 | Demande d'action corrective  | 30 jours              |
| 3  | Maitrise des procédés                | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I,4 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                       | Autre information        |
|----|-----------------------|---|--------------------------|
| 1  | Maitrise des procédés | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I,3 | Levée de mise en demeure |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si globalement la prise en compte du retour d'expérience dans les procédures du site peut être améliorée, les écarts constatés ne présentent pas d'enjeu majeur à ce stade. L'analyse de risques liée

**2-4) Fiches de constats** au remplacement des portes coupe-feu est à mener.

**N° 1 : Maitrise des procédés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I,3

|   |
|---|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maitrise des procédés  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.<br>Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système. Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. |
| <b>Constats :</b><br><br>Suite à l'inspection du mois de juin, l'édition de l'état des stocks a été automatisée et désormais agrégée pour l'ensemble des sociétés ayant de la marchandise au sein du site.<br>La comparaison avec les seuils ICPE se fait via un fichier excel,<br>Les nouveaux produits entrants font l'objet d'une analyse par la responsable environnement avant l'accord pour le stockage, l'ensemble des données relatives au produit est intégré au logiciel de gestion des stocks.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant pourrait mettre en place l'alerte mail automatique lors du franchissement de 80% du seuil de classement ICPE (un autre pourcentage plus pertinent vis-à-vis du fonctionnement du site pourra être retenu par l'exploitant).  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure   |

## N° 2 : Maitrise des procédés d'exploitation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I,3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie et sprinklage   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.   |
| <b>Constats :</b><br><br>De manière spécifique le cas de la mesure de maitrise de risque, constituée de la détection, de la centrale et du dispositif d'extinction, a été étudié. La fréquence de contrôle est semestrielle, un point infrastructure est réalisé mensuellement pour identifier les modifications à apporter à la nature des contrôles ainsi qu'à leur périodicité.<br>Toutefois les remontées issues de l'extérieur (via les prestataires réalisant le contrôle notamment) ne sont pas formalisées.<br>Pour les dispositifs du type RIA et extincteurs, l'adaptation de la fréquence ainsi que les modalités de contrôle font l'objet d'audits internes annuels permettant la remontée des informations issues du retour d'expérience groupe. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>La formalisation du retour d'expérience est à mettre en place afin de s'assurer de son exhaustivité et de sa pertinence.  |



|  |
|--|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours                    |

### N° 3 : Maitrise des procédés

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I,4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de première intervention   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.  |
| <b>Constats :</b><br><br><p>Au cours de la visite du site, le constat de la modification de l'une des portes coupe-feu des cellules et du projet de remplacement de l'ensemble des portes coupe-feu du site pose question : Les nouvelles portes sont équipées d'une sortie intégrée pour le personnel, or l'ouverture de cette sortie ne se fait pas par une barre antipanique ce qui en limite l'efficacité.</p> <p>De plus, les portes coupe-feu sont conçues pour se fermer automatiquement en cas de détection de sinistre. Or ce n'est pas le cas des sorties intégrées qui ne comportent qu'un groom pour en assurer le maintien en position fermée. En cas défaillance le caractère coupe-feu de l'ensemble est fortement réduit.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant intégrera le groom de la sortie intégrée aux nouvelles portes coupe-feu aux équipements assurant le maintien du niveau de confiance des portes coupe-feu. Il transmettra aux services d'inspection l'analyse de risques ayant conduit à la mise en place de ces nouvelles portes et intégrant l'éventuelle défaillance du groom de la sortie dédiée aux salariés.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |